

Questions orales

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES RESSOURCES

LES LICENCIEMENTS À L'INCO—LE REFUS OPPOSÉ PAR LE SYNDICAT À L'OFFRE DE RÉDUCTION DE LA SEMAINE DE TRAVAIL—LES MESURES ENVISAGÉES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): En l'absence du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, monsieur l'Orateur, je vais adresser ma question à celui de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le Canada est menacé d'un hiver désastreux avec plus d'un million de chômeurs, ce qui entraînera de graves conséquences pour le pays, notamment une perte de productivité et des souffrances humaines. Vu la vulnérabilité particulière des villes à la merci d'une seule industrie et les difficultés auxquelles l'industrie minière fait face, j'aimerais demander au ministre comment le gouvernement va réagir à l'annonce par INCO de mises à pied considérables en Ontario et, en outre, à la fermeture des mines d'ALCAN à Terre-Neuve, à la suite du refus du syndicat d'accepter la seule solution positive du gouvernement, c'est-à-dire une réduction de la semaine du travail et le versement de prestations d'assurance-chômage pour combler la différence.

• (1117)

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): J'espère que le syndicat reviendra sur sa décision. D'après ce que j'ai entendu dire, j'ai l'impression que le syndicat a rejeté cette proposition estimant qu'on subventionnerait ainsi l'entreprise, au lieu de la juger à sa valeur c'est-à-dire comme une mesure destinée à aider les travailleurs.

LES LICENCIEMENTS À L'INCO—PROPOSITION D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE DE TRAVAIL GOUVERNEMENTAL-SYNDICAL

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Comme on a annoncé que le gouvernement doit rencontrer demain les représentants de la compagnie et des syndicats, et comme il semble maintenant manifeste que l'industrie minière, un des grands employeurs au pays, est vraiment en difficulté, puis-je demander ce que le gouvernement compte faire pour l'aider à se tirer de ce mauvais pas? Pour commencer, compte tenu du fait qu'au moins trois ou quatre ministères du gouvernement sont déjà mêlés directement à l'affaire, le gouvernement est-il prêt à proposer la création d'un groupe de travail relevant à la fois du gouvernement fédéral, du gouvernement provincial et des syndicats?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): La question présente deux aspects. En ce qui touche la question d'ordre plus général, je puis dire au député que les échanges de vues progressent entre mon ministère, les hauts fonctionnaires du ministère des Finances et leurs homologues des provinces concernées au sujet de la santé de l'industrie minière. Quant aux souffrances humaines, et aux nouvelles désastreuses que nous avons tous apprises à la fin de

la semaine dernière, il est clair qu'un certain nombre de ministères fédéraux se trouvent concernés et qu'ils s'appliquent maintenant à concerter leur action. Il y a eu des entretiens entre les autorités fédérales et les gouvernements provinciaux—je me suis moi-même entretenu ce matin avec l'un des ministres provinciaux sur cette question. Je crois qu'il est possible de créer un nombre considérable d'emplois à Elliot Lake et j'espère qu'il sera possible d'y arriver en collaboration avec la province, les compagnies à l'œuvre à Elliot Lake ainsi qu'avec les employés concernés, car l'industrie d'extraction de l'uranium est prête à accroître d'une façon très considérable ses opérations actuelles.

LES LICENCIEMENTS À L'INCO—LES PRÉSUMÉES LACUNES DANS LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): J'aimerais poser la question suivante au ministre. Si les fonctionnaires de son ministère sont en train d'étudier les marchés mondiaux, de dresser un inventaire des matières premières qui se trouvent au Canada et de mesurer l'incidence que ces deux éléments peuvent avoir sur l'avenir des compagnies minières canadiennes, le gouvernement s'attendait-il de ce fait à la nouvelle que vient d'annoncer la société INCO? Dans ce cas-là pourquoi la réponse que le premier ministre nous a donnée vendredi au nom du gouvernement n'était-elle pas mieux préparée?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Tous ceux qui ont étudié la situation admettent que l'industrie minière traverse une mauvaise passe.

Une voix: Pourquoi n'êtes-vous pas intervenu, alors?

M. Gillespie: L'auteur de cette question semble inconscient du fait que l'industrie minière vit surtout des exportations et qu'elle est tributaire des clients étrangers. Ainsi, il semble ignorer que 95 p. 100 du nickel produit au Canada est exporté à l'étranger et que par conséquent le gouvernement canadien ne peut vraiment pas faire grand-chose pour modifier les habitudes des acheteurs étrangers lorsque la demande fléchit. J'aimerais pouvoir faire quelque chose. Il arrive de temps en temps que le marché soit moins favorable et il faut alors s'adapter aux circonstances, au prix de gros efforts. J'espère qu'il s'agit d'une crise temporaire et que nous faciliterons cette adaptation nécessaire.

LES LICENCIEMENTS À L'INCO—LE GOUVERNEMENT ET LES PROPOSITIONS DU CHEF DU PARTI LIBÉRAL ONTARIEN

M. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant, s'il y a un suppléant. Vendredi dernier, le chef du parti libéral ontarien, M. Stuart Smith a déclaré que le gouvernement de sa province devrait obliger la société INCO à fermer sur-le-champ les usines qu'elle possède au Guatemala et en Indonésie, à cesser d'investir dans ces pays l'argent qu'elle a gagné au Canada et à se servir de la production des mines de nickel de Sudbury pour remplir les commandes qu'elle a passées avec ces pays. Le premier ministre suppléant peut-il dire à la Chambre si le gouvernement du Canada approuve les politiques mises de l'avant par le chef du parti libéral ontarien et s'il compte demander à l'INCO de cesser toutes ses activités au Guatemala et en Indonésie, de ne plus utiliser l'argent canadien pour investir dans ces pays-là et de réserver tous ses contrats de vente à Sudbury?